

La « Commission européenne géopolitique » : ni verte, ni sociale

Marc Botenga

Ni Commission écolo, ni Commission verte, la nouvelle Commission européenne a choisi le titre de « Commission géopolitique. » L'information aura été habilement noyée dans un tsunami de communiqués de presse sur le Green Deal et l'urgence climatique. Elle n'en reste pas moins fondamentale si l'on veut comprendre quel rôle l'Union européenne compte jouer dans un monde dans lequel les rapports de force changent à grande vitesse.



e contexte mondial

Au niveau de l'économie mondiale, les indicateurs économiques inquiètent. Il y a particulièrement le ralentissement généralisé de la croissance dans les économies les plus importantes. En octobre 2019, le Fonds monétaire international relevait que la croissance pour 2019 au niveau mondial était la plus basse depuis 2008-2009, les années de la crise financière. Une situation qui inquiète davantage encore vu qu'en 2008 les pays des BRICS semblaient incarner un moteur de croissance alternatif. Les variations de l'indice mondial du secteur manufacturier PMI, publié par le *holding* financier J.P. Morgan et l'entreprise d'information économique IHS offrent un panorama guère plus enthousiasmant. L'indice qui mesure entre autres l'évolution de la production industrielle est à son niveau le plus faible depuis 2012. Au-delà des impacts économiques réels et potentiels du « virus Corona », cette situation vient en plus sur fond de guerres commerciales et de résurgences protectionnistes.

Considérons deux signes généralement annonciateurs de crise que sont les taux d'intérêts négatifs ou encore l'inversion de la courbe des taux d'intérêt. L'inversion de la courbe des taux d'intérêt est un phénomène qui tend à préfigurer une récession. Elle renverse une

logique de base selon laquelle plus l'échéance d'une obligation est longue, plus elle rapporte. Face à ce qu'on pourrait décrire comme la chronique d'une crise annoncée, les investisseurs se jettent aujourd'hui en masse sur les obligations à long terme, dans l'espoir de braver la tempête qui viendra à court terme. La



L'Europe n'est pas en reste. L'indice PMI de janvier 2020 est sans appel pour la zone euro qu'il décrit comme « le principal frein » au niveau de l'indice de la production industrielle mondiale.



demande en hausse provoque une augmentation des prix et une baisse de leur rendement. Les taux d'intérêt négatifs, qui signifient qu'il faut désormais payer si l'on veut prêter de l'argent à l'État, y sont liés et illustrent la préférence

des investisseurs pour une sécurité de rendement en temps de crise pressentie et de résultats boursiers décevants. Les obligations d'État allemandes à vingt et à trente ans en fournissent une éloquente illustration.

L'Union européenne affaiblie

L'Europe n'est pas en reste. L'indice PMI de janvier 2020 est sans appel pour la zone euro qu'il décrit comme « le principal frein » au niveau de l'indice de la production industrielle mondiale. La cause principale s'en trouve dans une contraction sévère en Allemagne entraînant avec elle les économies tchèque et autrichienne. L'Italie, l'Espagne, la Grande-Bretagne ni même la Pologne ne font beaucoup mieux. D'ailleurs, la zone euro a mis plus longtemps que les États-Unis à se ressaisir après la crise financière et l'euphorie d'une croissance retrouvée, claironnée par la Commission européenne, n'a pas duré très longtemps. En 2019 déjà, la Banque centrale européenne a dû rapidement reprendre son programme d'assouplissement quantitatif arrêté en 2018.

Le cadre étant ainsi posé, quelles sont alors les pistes de solution proposées par la nouvelle Commission européenne présidée par Ursula von der Leyen ? Si elle n'ose l'affirmer haut et fort, la nouvelle



Une monnaie unique ne suffirait guère. Les tentatives avortées de construction d'une Communauté européenne de la défense et Communauté politique européenne, montrent que les bourgeoisies européennes avaient depuis longtemps conscience qu'il leur faudrait, à terme, aussi un appareil d'État européen.



Commission européenne part d'abord d'un constat d'échec. L'agenda de Lisbonne, présenté en mars 2000, devait permettre en dix ans de faire de l'Union européenne l'économie la plus compétitive et la plus dynamique du monde. C'est peu dire que le pari a été perdu. Si besoin en était, l'Allemagne en a fourni une illustration particulièrement révélatrice en 2016, quand l'entreprise chinoise Midea reprend Kuka, constructeur de robots et l'un des fleurons du programme de révolution industrielle 4.0. Dans une logique de marché capitaliste, il n'y aurait en soi pas de quoi s'étonner. Dans une logique de blocs économiques et géopolitiques, en revanche, cette reprise représente une sonnette d'alarme pour la bourgeoisie allemande et européenne. En 2017, la Commission européenne lance alors une réflexion sur un nouveau mécanisme pour le filtrage des investissements directs étrangers – lire: chinois – en Union européenne, qui sera adopté en 2019.

L'ADN de l'Union

L'Union européenne jouait ainsi pleinement le rôle géopolitique

que ses géniteurs avaient inscrit dans son ADN. Quand vers la fin des années 1970, la construction européenne semble s'être enlisée, les PDG de 17 géants européens, tels que Siemens, Thyssen, Philips, Fiat ou Volvo, se réunissent pour la relancer. Ensemble, ils créent la « Table ronde européenne des industriels » (ERT). Sa première réunion peut compter sur la présence de François-Xavier Ortoli et d'Étienne Davignon, représentants de la Commission européenne. L'impact de leur projet « Europe 1990 », daté de 1985 ne peut pas être sous-estimé. Il s'agissait en fait d'un appel à l'action qui conduira au traité fondateur de Maastricht en 1992. Pour les membres de l'ERT, un marché unique européen ne pouvait suffire. Les PDG européens voulaient un instrument puissant pour façonner le monde. « Aucun pays européen ne peut à lui seul influencer de manière décisive la forme du monde », lit-on dans son rapport « Reshaping Europe » publié en 1991. Le rôle que doit jouer la construction européenne dans la lutte pour le partage du monde n'y est aucunement édulcoré : « Le Japon a une monnaie. Les États-Unis ont une monnaie unique. Comment la Communauté peut-elle vivre avec douze ? »

Une monnaie unique ne suffirait guère. Les tentatives avortées de construction d'une Communauté européenne de la défense et Communauté politique européenne, montrent que les bourgeoisies européennes avaient depuis longtemps conscience qu'il leur faudrait, à terme, aussi un appareil d'État européen. Thomas Friedman n'apprendra donc rien aux bourgeoisies européennes quand il écrit en 1999 : « La main cachée du marché ne fonctionnera jamais sans un poing caché. McDonald's ne peut prospérer sans McDonnell Douglas, le concepteur du F-15. Et le poing caché qui sécurise le monde pour les technologies de la Silicon Valley est appelé l'armée de terre, la force aérienne et les Corps des Marines américains ».

La Commission géopolitique

Que von der Leyen choisisse de définir sa Commission européenne comme la Commission géopolitique n'est ni un accident

de parcours, ni un détail. Même le projet phare de cette Commission, le fameux Green Deal, s'inscrit dans une logique de guerre entre blocs. La transition climatique y est d'abord décrite comme une opportunité de s'en sortir économiquement, afin évidemment de s'imposer face à d'autres puissances. Pour emprunter les termes de la Commission même, il s'agit de promouvoir à la fois la « durabilité compétitive » et la « compétitivité durable ». La nouvelle Commission veut soutenir en priorité les grandes multinationales, rebaptisées « champions européens ». Cela a des conséquences très pratiques sur le type de mesures proposées. Plutôt que d'imposer des normes contraignantes de réduction des émissions aux multinationales, la Commission veut élargir le mécanisme du marché de carbone, permettant aux grandes multinationales d'acheter et de vendre des permis de polluer. Plutôt que d'arrêter les subventions aux énergies fossiles, elle privilégie l'autonomie stratégique basée sur la construction de nouvelles infrastructures gazières. Plutôt que de stimuler un nouveau secteur public de l'énergie, elle laissera aux géants privés du secteur les leviers de la politique énergétique. Le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, une pure mesure protectionniste offerte comme cadeau aux grandes entreprises européennes, est supposé répondre à une prétendue délocalisation de gaz à effet de serre (carbon leakage) dont même la Commission européenne n'arrive pas à prouver la pertinence. Même en faisant abstraction des difficultés de mesure, le possible transfert d'une activité fortement émettrice de dioxyde de carbone vers un pays avec une législation moins contraignante en vient à servir d'excuse pour ne surtout pas imposer trop de règles contraignantes aux multinationales européennes. Toute ressemblance avec des avantages fiscaux accordés aux multinationales, ou avec des baisses de salaires imposés aux travailleurs afin d'éviter – en vain – une délocalisation, est bien sûr fortuite. Qui plus est, ce genre de mesures unilatérales compliqueraient gravement tout possibilité d'accord international négocié. Demain, d'autres pays fermeront leurs frontières aux produits européens, sans que pour autant on

émette une seule tonne de CO₂ en moins. Sans surprise, différentes associations environnementales ont déjà souligné que le Green Deal sera insuffisant du point de vue climatique et va même jusqu'à mettre en péril l'accord de Paris.

Une Commission géopolitique ciblant l'autonomie stratégique de l'Union européenne dans une guerre de blocs implique évidemment tout autant de préparer une capacité à s'imposer à l'étranger. La coopération *structurée* permanente renforcée (PESCO) et le nouveau Fonds européen pour la défense serviront de fer de lance pour créer une Union qui puisse ajouter un *hard power* militaire à son *soft power* diplomatique. Sa première cible? L'Afrique et notamment le Sahel, indiqué déjà par le Haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune, Josep Borrell, comme «l'arrière-cour» de l'Union. Une référence plus claire que rassurante à la doctrine Monroe considérant comme arrière-cour des États-Unis l'Amérique centrale et du Sud. Quand les documents européens parlent à la fois de nouveau partenariat avec l'Afrique et de garantir l'accès aux matières premières, les regards se tournent naturellement vers les ressources naturelles du continent africain. Sans ingérence européenne en Afrique, il ne pourrait y avoir d'«autonomie stratégique» européenne dans le sens envisagé par la Commission, ni d'ailleurs de Green Deal misant sur l'«Alliance européenne de la Batterie».

Une Commission a-sociale

Au vu de ces priorités, il n'est pas étonnant que les mesures sociales annoncées soient maigres. Même le décevant programme social de la Commission guidée par Jean-Claude Juncker n'est plus qu'un lointain souvenir. Le *dumping* social a carrément disparu de la carte. Ledit «Fonds pour une transition juste» représenterait à peine 6 euros par citoyen belge. Cela est clairement totalement insuffisant, d'autant plus que la moitié de ces fonds viendra d'autres fonds européens destinés à la cohésion, qui se trouveront eux vidés de moyens. La révision de la Directive sur la taxation de l'énergie pourrait imposer une «taxe carbone» partout en Europe, faisant ainsi

payer la transition aux gens. Reste alors le salaire minimum européen, dont les modalités restent actuellement tellement vagues qu'elles inquiètent autant qu'elles ne font espérer.

La Commission européenne espère qu'un discours protectionniste, ou quelques mesures phares sur le plan social, pousseront les travailleurs à soutenir cet agenda, voire à défendre «leurs» multinationales face à leurs concurrents. Pourtant, la ficelle est grosse. La promotion de multinationales plus fortes en Europe nécessiterait que les travailleurs travaillent plus durement pour moins de salaire afin de permettre à «leurs» multinationales d'engranger autant de profits que leurs concurrents américains ou autres. Dans une logique de compétitivité mondiale, les grands patrons européens seront satisfaits quand les travailleurs européens auront le même salaire que les travailleurs au Bangladesh. Au nom de cette logique seront alors à terme exigés plus de sacrifices de la part des travailleurs, voire une austérité plus sévère, afin de soutenir «nos» champions européens.

Prenons comme exemple le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières. Dans les secteurs concernés, comme celui de l'acier, il serait non seulement peu efficace voire contre-productif en matière climatique, il ne résoudrait en plus nullement la surproduction existante sur le continent européen même. Socialement, une politique de soutien aux «champions européens» encourage en revanche bien la concentration de la production dans certains sites et donc la fermeture d'autres sites, plutôt qu'une distribution équitable de la production sur différents sites qui prendrait en compte les besoins sociaux. Offrir des cadeaux aux grandes entreprises, leur garantir le choix final sur l'endroit et la portée de l'investissement, plutôt que d'élaborer une politique publique focalisée sur la cohésion et un développement économique plus égal, creusera l'écart existant entre régions européennes. La course à la compétitivité mondiale creuse ainsi aussi les inégalités en Europe même. Une politique industrielle dans la droite lignée du Plan Juncker, le Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS) ou InvestEU, mettant

des fonds publics au service de la maximisation des profits, n'y changerait rien.

Une autre voie

Si nous prenons la mesure à la fois de l'urgence climatique et de l'urgence sociale, nous savons qu'il nous faut tout autre chose. Une Europe où le climat et les besoins des travailleurs priment sur les stratagèmes impérialistes ou les besoins des actionnaires. Une politique ne peut pas à la fois servir les actionnaires et les travailleurs, ni à la fois le patronat et la planète. Le mouvement climatique, le mouvement social et les syndicats sont confrontés aux mêmes adversaires. Les défenseurs des libéralisations et des privatisations d'hier sont aujourd'hui les opposants des normes contraignantes et les prêcheurs de la confiance dans le marché pour régler la crise climatique. Le combat social et le combat écologique doivent de ce fait se rejoindre naturellement.

Sans rapport de force aucun changement fondamental ne sera possible. Le changement passe par une vague de résistance où un large éventail de mouvements en Europe convergent pour imposer leurs exigences. Les dockers ont arrêté la libéralisation de leur statut non pas en mettant leur espoir dans les institutions européennes ou en se mobilisant uniquement au niveau national. Ils ont articulé leurs actions au niveau national et européen et ainsi court-circuité le système européen: les députés européens étaient sous pression chez eux et à Bruxelles. Au Conseil, les gouvernements étaient sous pression par les grèves et les blocages dans leurs pays respectifs. La Commission, elle, ressentait la pression des manifestations devant son siège. Dans ce sens, nous devons avancer des revendications concrètes, capables de renforcer la mobilisation et la force organisationnelle des classes travailleuses partout en Europe. Des revendications qui donnent espoir et démontrent qu'une rupture est nécessaire, parce que les besoins fondamentaux des gens entrent en conflit avec la logique capitaliste. Ainsi, nous pourrions court-circuiter le système institutionnel. ■■■